



**FORUM DE DISCUSSION
PLACE AUX CITOYENS**

CHAUDIÈRE-APPALACHES

RAPPORT FINAL

**Produit par la Conférence régionale des élus
de la Chaudière-Appalaches**

24 septembre 2004

Les personnes suivantes ont participé à la réalisation de ce rapport :

Conférence régionale des élus

Supervision, analyse et rédaction :	Marie-Jules Bergeron
Compilation des notes et questionnaires :	Danielle Tremblay Louisette Corriveau
Correction linguistique et mise en page finale :	Danielle Tremblay

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
MISE EN CONTEXTE	2
Enjeux démographiques et finances publiques.....	5
PARTIE I: Famille et développement social	7
Politique familiale.....	7
Valeurs.....	8
Soutien aux familles	8
Conciliation travail/famille	9
Contribution des aînés	9
PARTIE II : Développement économique, régional et durable	12
Développement économique régional	12
Développement des entreprises	12
Décentralisation des pouvoirs.....	13
Environnement.....	15
Immigration	17
PARTIE III : Santé et services sociaux.....	19
Prévention.....	19
Accroissement des dépenses.....	20
Accessibilité.....	20
PARTIE IV : Éducation, formation et emploi.....	23
Mission et rôles des institutions scolaires.....	23
Organisation des services éducatifs	25
Faits saillants et recommandations.....	28

INTRODUCTION

Tenu à Lévis le 29 août 2004, le Forum de discussion : Place aux citoyens a rassemblé plus de 150 élus, leaders, citoyens et observateurs. Cet événement, tenu également dans chacune des 17 régions du Québec, visait à permettre aux citoyens ainsi qu'aux élus et leaders régionaux de s'exprimer sur les défis et enjeux de notre société. Les deux défis présentés et discutés étaient les finances publiques et les enjeux démographiques du Québec. De plus, quatre thèmes ont été abordés, soit :

- l'éducation, la formation et l'emploi;
- la santé et les services sociaux;
- le développement économique, régional et durable;
- la famille et développement social.

Suite à cette fructueuse journée d'échanges, nous avons compilé et analysé à la fois les propos tenus lors de la journée même, mais également les contenus des questionnaires recueillis en fin de journée. De cette importante quantité d'informations, nous avons rédigé le présent rapport. Celui-ci n'est pas une compilation « mot à mot » de l'ensemble des commentaires des participants. Nous avons plutôt choisi de faire les regroupements et analyses de ces derniers tout au long de la rédaction afin de rendre l'ensemble plus facile à saisir pour le lecteur. De plus, nous avons également préféré employer un style simple et précis, à l'image des discussions et suggestions faites ce jour-là. Vous trouverez donc en ces pages, une rapide présentation de la région ainsi que le rappel des axes du Plan stratégique régional 2002-2007 qui demeure toujours un document d'actualité par son rappel des principales priorités de développement de la région. Une fois cette mise en contexte réalisée, le rapport présente les principales suggestions recueillies concernant les deux défis présentés et les quatre thèmes abordés. Afin de bien saisir la portée de ces thèmes dans notre région, chacun de ceux-ci fait l'objet d'une courte présentation statistique adaptée à la Chaudière-Appalaches. Toutes ces données proviennent du *Profil socioéconomique de la Chaudière-Appalaches 2003*. Finalement, le rapport se termine par l'énoncé des principaux faits saillants. Le choix de ceux-ci s'est fait à l'aide des priorités contenues dans le Plan stratégique régional 2002-2007 et avec la participation des membres du conseil d'administration de la Conférence régionale des élus (CRÉ).

En terminant, nous remercions l'ensemble des participants à cette journée de réflexion, car sans eux, l'exercice aurait été vain. De plus, nous désirons souligner l'excellent travail des coprésidents, Madame Line Beauchamp et Monsieur Pierre Shedleur. La qualité de leur écoute a permis aux citoyens de la région de faire entendre leurs idées, suggestions et préoccupations pour bâtir le Québec de demain. Également, merci au personnel du Secrétariat des Forums pour leur soutien dans l'organisation logistique de cette journée ainsi que le remarquable travail de l'animatrice Madame Isabelle Maréchal qui a su mener les interventions de main de maître tout en instaurant un climat chaleureux et convivial.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE MISE EN CONTEXTE

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA RÉGION

Voici en quelques points essentiels, les principales caractéristiques de la région. Ainsi, la Chaudière-Appalaches est :

- ☒ Une région qui rassemble 390 000 personnes;
- ☒ Une région traversée d'évolutions démographiques différenciées entre zones urbaines en croissance et zones rurales globalement en décroissance;
- ☒ Une région qui vit l'exode de ses jeunes, dont la population est vieillissante et demeure significativement sous-scolarisée;
- ☒ Une région principalement rurale, structurée par une hiérarchie de petites municipalités et de villes moyennes et culminant dorénavant avec un pôle régional rassemblant toutes les fonctions supérieures d'une grande ville;
- ☒ Une région dont le dynamisme économique reconnu porte une forte empreinte manufacturière, royaume de la PME et de l'inclinaison entrepreneuriale, fermement représentée dans le bois et meuble, l'alimentation, le textile et vêtement, les produits métalliques, la plasturgie, la machinerie, le matériel de transport;
- ☒ Une région qui, en proportion de sa production, réalise peu de 2^e et de 3^e transformation, donc génère peu de valeur ajoutée manufacturière, regroupe peu d'emplois et d'établissements en haute et moyenne-haute technologie, exporte moins que la moyenne provinciale, sinon le fait dans des secteurs à faible technologie;
- ☒ Une région solidement basée par ailleurs sur une économie d'exploitation et de transformation de ressources naturelles : agriculture, forêt et mines;
- ☒ Une région touchée par des enjeux environnementaux spécifiques, confrontée aux défis d'une agriculture durable et aux défis de l'aménagement forestier dans un contexte de forêts principalement privées;
- ☒ Une région laborieuse et industrielle, avec un taux de chômage historiquement bas, mais dont le marché du travail demeure caractérisé par l'abondance d'emplois peu qualifiés et à niveau de savoir faible, par des salaires et des revenus d'emploi peu élevés et par des pénuries de main-d'œuvre spécialisée;
- ☒ Une région en voie d'intégration économique et institutionnelle, cadre territorial d'un réseau jeune, mais de plus en plus dense de collaborations.

PLAN STRATÉGIQUE RÉGIONAL 2002-2007

Sans rappeler ici l'ensemble des priorités et objectifs du Plan stratégique régional 2002-2007, voici les six axes de développement qui y sont reconnus et qui nous ont servi de cadre de référence dans l'analyse des contenus du Forum de discussion : « Place aux citoyens ».

AXE 1

Faire de l'acquisition et de l'application des connaissances, l'assise du développement de la région

AXE 2

Contribuer au développement de milieux de vie qui permettent l'épanouissement et la participation des individus qui y vivent

AXE 3

Contribuer au développement d'entreprises innovantes, notamment dans les secteurs d'avenir de la région

AXE 4

Assurer une exploitation durable de nos ressources naturelles et des activités en découlant

AXE 5

Protéger et améliorer la qualité de l'environnement naturel et bâti

AXE 6

Faire de la Chaudière-Appalaches, une région attrayante et visitée

**ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES
ET
FINANCES PUBLIQUES**

ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES

- La majorité des participants s'accorde pour dire que le constat est sombre et alarmant, mais réaliste. Dans un tel contexte, on exprime l'urgence d'agir et de prendre des moyens concrets pour éviter de léguer à nos enfants, une société endettée et sans avenir.
- Plusieurs soulignent l'excellente initiative que représente ce Forum, par contre certains s'inquiètent que cette consultation passe et n'aboutisse sur aucune mesure concrète. Il est temps, soulignent-ils, d'avoir du courage politique et de ne plus seulement gouverner à court terme et à courte vue. Il faut aller au-delà du strict échéancier électoral.
- Il faut également revenir à certains fondements : la valorisation du travail et de la famille. Le gouvernement doit supporter les jeunes familles. Présentement, la précarité d'emploi nuit énormément aux jeunes et retarde souvent la décision d'avoir un premier enfant.
- Les jeunes doivent avoir accès à des emplois stables afin de pouvoir rapidement fonder une famille.
- L'augmentation de l'immigration peut également être une façon d'améliorer notre performance démographique. Aussi, les immigrants doivent être incités à s'installer dans les régions et non pas seulement dans les grands centres comme actuellement.

FINANCES PUBLIQUES

- L'état doit absolument revoir ses mandats et ses structures. Peut-être ne sommes-nous plus capables de nous payer l'ensemble des services offerts actuellement. En recentrant les responsabilités de l'État sur certaines missions fondamentales (ex. : éducation, santé) peut-être pourrions nous arriver à relever le défi qui s'impose actuellement. La fonction publique doit être revue de fond en comble.
- Dans l'optique d'assurer une certaine équité intergénérationnelle, il est de notre devoir de ne pas léguer à nos enfants un fardeau fiscal plus élevé que ce que nous avons à gérer actuellement.
- On suggère de faire connaître ces données à l'ensemble de la population, le premier ministre doit marteler ces informations.
- Le gouvernement doit se doter d'un Plan de réduction de la dette.
- Il est essentiel de déréglementer afin de faciliter la création d'entreprises et d'emplois. C'est ainsi que l'on contribuera à créer de la richesse.
- Il faut que tous les citoyens et citoyennes soient mis à contribution et non pas seulement la classe moyenne qui est déjà amplement taxée.

**FAMILLE
ET
DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

FAMILLE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

QUELQUES DONNÉES...

- Chaudière-Appalaches compte environ 109 000 familles et comparativement au Québec, la structure de ces familles se caractérise :
 - ✓ par une proportion un peu plus importante de couples mariés;
 - ✓ et moins de familles monoparentales (13,2 % des familles contre 16,6 % au Québec).
- Chaudière-Appalaches et l'ensemble du Québec présentent une répartition comparable des familles sans enfant et avec enfants (environ 37 et 63 %). En revanche, les familles avec deux, trois enfants et plus sont proportionnellement un peu plus importantes en Chaudière-Appalaches que dans l'ensemble du Québec (56,8 % des familles avec enfants contre 53,4 %).
- Par conséquent, les ménages dans la région (environ 150 000) sont globalement de plus grande taille que dans l'ensemble du Québec. En fait :
 - ✓ les ménages d'une seule personne (ou les personnes vivant seules) sont proportionnellement moins nombreux (environ 38 000 i.e. 25,4 % c. 29,6 %);
 - ✓ et les ménages de trois personnes et plus sont proportionnellement plus nombreux (41,6 % c. 37,4 %).

1- Politique familiale

- ✓ Les participants s'entendent pour réclamer une Politique familiale nataliste efficace qui reconnaisse la famille comme étant la base du développement du Québec. Ainsi, on suggère de porter une attention particulière aux éléments suivants :
 - **Assurer la cohérence entre les mesures d'aide.** Présentement, certaines mesures s'annulent l'une l'autre, ne donnant en bout de ligne aucun revenu supplémentaire aux familles.
 - Encourager par diverses mesures fiscales, **l'implantation de jeunes familles en région.**
 - **Avoir des coordonnateurs « famille » dans les ministères** afin de s'assurer de cette cohérence ci-haut mentionnée.
 - **Analyser les politiques et mesures en place** afin que celles à venir ne s'additionnent pas inefficacement à ce qui existe déjà.
 - **Étudier l'impact des législations** sur les familles.
 - **Impliquer les citoyens dans la réflexion à faire sur la Politique familiale**, car cette réflexion ne doit pas qu'être monétaire, d'autres pistes de solution peuvent être explorées avec l'aide de la population.

- **Impliquer les jeunes dans la définition de la Politique familiale.** Celle-ci ne doit pas être conçue uniquement par des personnes dont la famille est depuis longtemps élevée.
- **Encourager les entreprises à adopter des politiques familiales.** Il n'y a pas que le gouvernement qui doit s'impliquer, c'est à l'ensemble de la société que revient le devoir de supporter les familles.
- **La Politique familiale devra être modulable** en fonction des particularités des régions et des milieux.

2- Valeurs

- ✓ D'entrée de jeu, plusieurs participants ont souligné **l'importance de valoriser la famille non pas sur une stricte base économique, mais aussi comme étant une joie, une réalisation importante.** Fonder une famille est fondamentalement une question de valeurs et non pas strictement d'argent. À cet effet, il est intéressant de noter le très grand nombre d'intervenants dans la salle ayant une famille nombreuse.
- ✓ On souligne également que dans la continuité de la présentation sur les enjeux démographiques du Québec, **le gouvernement doit faire preuve de conséquence et orienter ses politiques de façon à promouvoir la famille.** Cette promotion doit être à la base même des interventions gouvernementales. Par exemple, lorsqu'on augmente l'endettement étudiant comme actuellement, c'est dans plusieurs cas, retarder la venue d'un premier enfant donc diminuer les chances d'un deuxième ou même d'un troisième enfant.

3- Soutien aux familles

- ✓ Ainsi, plusieurs participants déplorent le **manque de reconnaissance des parents qui choisissent de rester à la maison.** Le système actuel valorise intrinsèquement que les parents travaillent à l'extérieur. Les familles ont besoin que le fardeau fiscal soit réduit et que l'argent leur soit versé directement et non pas à travers une série de mesures qui contraignent les parents à se conformer à un modèle unique. **C'est aux familles de disposer de cet argent en fonction de leurs besoins réels.** À ce chapitre, on propose les éléments suivants :
 - **Augmenter les crédits d'impôts** pour le conjoint au travail.
 - Permettre de **continuer à contribuer aux régimes de retraite et à la Régie des rentes du Québec.**
 - **Favoriser l'accès aux prêts et bourses** pour le parent qui choisirait de retourner aux études.
 - **Supporter financièrement les parents** qui décident de ne pas envoyer leurs enfants dans les CPE.
 - **Assouplir la définition de « famille »** : avec le modèle véhiculé « deux parents, deux enfants », il y a très peu d'incitatifs à avoir une famille nombreuse.
 - **Encourager la cohabitation « multigénération ».** Avec le vieillissement de la population et l'augmentation des coûts de la santé, le support aux familles désirant rester près de leurs parents vieillissants doit être augmenté et valorisé.

- **Accélérer l'accès à la sécurité d'emploi.** Actuellement, il n'est pas rare de voir des jeunes femmes obtenir un congé de maternité après avoir eu leur permanence. Plus celle-ci intervient tard, plus la famille est retardée.

4- Conciliation travail/famille

- ✓ Il est rappelé l'importance **d'offrir des services de garde en dehors du créneau « 9 à 5 »**. Les travailleurs autonomes ainsi que ceux qui ont des horaires atypiques n'ont pas le support nécessaire.
- ✓ Quelques participants proposent **d'allonger les heures d'enseignement**.
- ✓ Offrir des mesures de **réduction du temps de travail** accessibles et efficaces.
- ✓ Les entreprises doivent être encouragées à embaucher de jeunes parents et surtout, leur offrir des emplois stables et de qualité.
- ✓ On propose d'organiser un **Forum dont l'unique thème sera l'avenir des familles**.
- ✓ Il est également souligné que les règles syndicales actuelles confinent souvent les jeunes dans des postes de soir ou de nuit, ce qui n'est en rien un incitatif à fonder une famille et qui, une fois les enfants nés, constituent une difficulté importante. On souhaite donc un **assouplissement des conventions collectives** afin de faire plus de place aux jeunes.

5- Contribution des aînés

- ✓ Il faut **encourager l'implication sociale des aînés** dans leur communauté. Ils constituent une richesse extraordinaire par leurs expériences, cette richesse doit être mise à contribution.
- ✓ Les entreprises doivent être incitées à **embaucher des travailleurs plus âgés**. Présentement, au-delà d'un certain âge, les portes se ferment. Pourtant ces personnes peuvent contribuer grandement à la richesse d'un milieu de travail par leurs compétences.
- ✓ Le « **mentorat** » **doit être valorisé** en créant davantage de réseaux, de ressources et de lieux de rencontre.
- ✓ Le bénévolat représente un apport considérable au développement de notre société pourtant il est peu reconnu. Il serait intéressant de créer un crédit d'impôt qui encouragerait les retraités à s'impliquer bénévolement dans leur milieu.

DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE, RÉGIONAL ET DURABLE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL

QUELQUES DONNÉES...

➤ *Secteur manufacturier*

- ✓ La région de la Chaudière-Appalaches est caractérisée par sa très forte empreinte manufacturière. Avec environ 680 établissements manufacturiers, près de 35 000 employés à la production et plus de 8 milliards de dollars d'expéditions manufacturières annuellement, la part de Chaudière-Appalaches par rapport à l'ensemble du Québec pour chacun de ces éléments s'établit respectivement à 7,8 %, 9,0 % et 6,9 %.
- ✓ À l'instar de l'ensemble du Québec, les PME représentent environ 90 % des tous les établissements manufacturiers en Chaudière-Appalaches. L'importance relative des PME dans la structure industrielle régionale s'apprécie mieux, toutefois, si l'on considère que celles-ci rassemblent environ 54,0 % de tous les employés à la production et 41,9 % de toutes les expéditions manufacturières.

➤ *Secteur tertiaire*

- ✓ En raison de l'importance du secteur primaire (agriculture, forêt) et de l'activité manufacturière dans l'économie de la Chaudière-Appalaches, le secteur tertiaire, même avec ses quelque 125 000 emplois, y occupe une place proportionnellement moins importante dans la structure des emplois que la moyenne québécoise (62,4 % de tous les emplois c. 74,6 % pour l'ensemble du Québec).

➤ *Innovation et nouvelles technologies*

- ✓ En conséquence, la proportion des établissements actifs en R-D, la proportion du personnel de R-D en entreprises (en 2000, 1,3 personnes par 1 000 habitants c. 4,3 pour l'ensemble du Québec) de même que le niveau de dépenses des entreprises en R-D industrielle (en 2000, 87 \$ per capita c. 426 \$ pour l'ensemble du Québec) y sont significativement inférieurs à la moyenne québécoise.
- ✓ Au cours des dernières années, la progression du nombre d'établissements actifs en R-D a été très importante en Chaudière-Appalaches (de 135 à 221 entre 1995 et 2000, i.e. 64 %). Mais en ce qui a trait aux dépenses des entreprises en R-D de même qu'au personnel de R-D en entreprises, les augmentations mesurées entre 1995 et 2000 n'ont pas été aussi élevées dans la région que dans l'ensemble du Québec (respectivement 31,1 % c. 44,1 % au chapitre des dépenses des entreprises en R-D et 30,1 % c. 42,1 % au chapitre du personnel de R-D en entreprises).
- ✓ Dans le secteur des services, en raison de la faiblesse relative de sa représentation dans les activités du tertiaire moteur, la région présente une proportion nettement peu élevée d'emplois à intensité de savoir élevée (en 1997, 10,0 % c. 17,6 % pour l'ensemble du Québec) avec, en corollaire, une proportion importante d'emplois à intensité de savoir faible (52,3 % c. 44,9 % pour l'ensemble du Québec).

➤ *Exportation*

- ✓ La région, quoique très manufacturière et économiquement dynamique, est également caractérisée par des faiblesses relatives. En proportion de son poids économique, la région :
 - exporte peu (en 1997, 27,3 % de ses expéditions manufacturières c. 44,7 % pour l'ensemble du Québec);
 - compte moins d'emplois manufacturiers attribuables aux exportations internationales (en 1998, 21,4 % des emplois manufacturiers c. 29,1 % au Québec);
 - et exporte principalement dans des secteurs à faible technologie (en 1998, 53,2 % des établissements manufacturiers exportateurs c. 40,7 % pour le Québec).

SYNTHÈSE DES TRAVAUX

1- Développement économique régional

- ✓ Malgré le contexte de la mondialisation, plusieurs participants ont insisté sur l'importance de favoriser l'achat de produits locaux. Plusieurs sont réalistes en admettant qu'il est impossible voire contradictoire de n'acheter que localement dans un marché de plus en plus mondial, mais qu'il faut dans la mesure du possible favoriser nos produits. En ce sens, il est proposé de :
 - Faire des **campagnes de promotions des produits régionaux**. Particulièrement chez les jeunes. Ces campagnes doivent rappeler que les achats régionaux contribuent à maintenir des emplois dans la région.
 - Obliger les acheteurs institutionnels à s'approvisionner au Québec.
 - Contraindre l'établissement des grandes surfaces qui ne valorisent pas nos produits.
 - Légiférer de façon à améliorer l'accès des petits producteurs aux tablettes des épicerie.

2- Développement des entreprises

Innovation et nouvelles technologies

- ✓ Pour pouvoir pallier la pénurie de main-d'œuvre à laquelle certaines de nos entreprises font face, il faut pouvoir favoriser l'implantation de nouvelles technologies. Pour ce faire :
 - **Améliorer les programmes de subventions** afin qu'ils incluent l'intégration et la gestion des nouvelles technologies et non pas seulement l'implantation.
 - **Miser sur les quatre centres collégiaux de transfert technologique (CCTT)** qui sont des outils exceptionnels de développement des entreprises.
 - Augmenter les partenariats et les transferts technologiques avec les universités.
 - **Décentraliser la recherche** : toutes les régions du Québec devraient posséder des instances de recherches en lien avec les créneaux d'excellence identifiés.
 - Inciter les secteurs manufacturiers traditionnels à effectuer un virage technologique.
 - Soutenir l'innovation dans les procédés mécaniques.
 - Soutenir les régions qui veulent **importer de nouvelles technologies et centres de recherches**.
 - Améliorer le **support aux entreprises qui veulent augmenter les qualifications de leurs employés**. Il peut s'agir d'une partie de la réponse au problème de la main-d'œuvre qualifiée.
 - **Valoriser la culture de l'innovation** et accompagner les entreprises dans l'implantation des mesures à l'innovation et à la productivité.

- Dans le continuum « R-D – innovation – commercialisation – exportation », il existe peu de **support au volet « commercialisation »**. Il faut développer des programmes en ce sens, particulièrement en ce qui concerne la commercialisation nationale et internationale.

Soutien à l'exportation

- ✓ Soutenir adéquatement le **Réseau des commissaires à l'exportation (RECOMEX)**.
- ✓ **Ne pas appliquer de politique d'exportation « mur à mur »**. Les régions doivent établir elles-même leurs priorités et par la suite, être supporter dans leurs actions.

Transport et communications

- ✓ Afin de s'assurer d'un lien efficace et direct avec les États-Unis, il faut **achever l'autoroute Robert-Cliche (A-73)**.
- ✓ **Élargir la route 112** permettrait de faciliter le développement de la région de l'Amiante.
- ✓ **Supporter les médias régionaux**. En n'ayant pas de ressources médiatiques en région, tout passe par Montréal.
- ✓ Il faut également **développer un réseau de communication efficace** et fiable à travers la province. Les milieux qui n'ont pas accès à **Internet haute-vitesse** et au réseau de téléphonie cellulaire sont de plus en plus défavorisés.

Autres suggestions

- ✓ Diminuer ce qui est perçu comme étant un obstacle à l'établissement et au développement des entreprises : lois et normes, « paperasses ». Il faut redonner le pouvoir aux entreprises en misant sur la responsabilisation de celles-ci (ex : ISO).
- ✓ Les partenariats publics-privés (PPP) annoncés par le gouvernement doivent **donner la priorité aux coopératives et les entreprises d'économie sociale**.
- ✓ Soutenir activement le développement des coopératives.

3- Décentralisation des pouvoirs

- ✓ Les CRÉ sont considérées par les intervenants comme une nouvelle structure prometteuse à condition qu'elles aient de réels pouvoirs, particulièrement en fonction de leur mandat d'évaluation des organismes.
- ✓ Il faut absolument **s'assurer de l'équité interrégionale**. La concurrence entre les régions existe et est même saine si les règles sont les mêmes pour tous. Il faut **supprimer le statut de « région ressource »**.
- ✓ **Les pouvoirs qui seront décentralisés doivent obligatoirement venir avec les ressources suffisantes pour les assumer efficacement**.

- ✓ Les régions doivent avoir les moyens d'orchestrer l'intervention des diverses instances gouvernementales afin de s'assurer de la cohérence des actions menées.
- ✓ Les programmes d'aide doivent être modulés en fonction des spécificités des régions.

ENVIRONNEMENT

QUELQUES DONNÉES...

- La Chaudière-Appalaches est une région principalement rurale, très agricole et recouverte à environ 75 % par la forêt. Une bonne partie de l'économie de la région est donc fondée sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles, ce qui a pour conséquence que la Chaudière-Appalaches est également touchée par des enjeux environnementaux spécifiques importants par exemple : la pollution des eaux de surface et souterraines, d'origine urbaine et industrielle de même que la pollution agricole reliée au développement des élevages intensifs; les défis de l'aménagement forestier dans un contexte de forêts principalement privées, etc.
- Un peu plus de 100 000 personnes (26 % de la population régionale) se procurent leur eau domestique à partir de puits individuels. Quant au 290 000 personnes desservies par un réseau d'eau potable, environ 185 000 (64 %) le sont à partir d'un réseau prélevant des eaux de surface.
- En 1995, quelque 142 entreprises manufacturières de la région (dont 48 entreprises employant 50 personnes et plus) effectuaient des rejets d'eaux usées jugés significatifs, c'est-à-dire susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement si elles ne sont pas adéquatement traitées. De ce nombre, environ 53 entreprises avaient ou étaient sur le point d'avoir terminé l'installation de systèmes de traitement des eaux usées.

SYNTHÈSE DES TRAVAUX

- ✓ D'entrée de jeu, on met en garde de céder à la tentation d'opposer développement durable et développement économique. Les deux doivent revêtir une importance équivalente et être perçus comme complémentaires. En ce sens, il faut **mettre en évidence les gains obtenus à gouverner de façon durable**. Non seulement à court terme, mais surtout à plus long terme.
- ✓ **La CRÉ doit assumer complètement son mandat de promouvoir le développement durable.** Tous les projets issus de la CRÉ devraient être bâtis dans cette optique.
- ✓ On souligne que si l'état des finances publiques et la baisse démographique sont des menaces au développement du Québec, le tort causé à l'environnement doit être considéré comme étant également une menace importante.

Gestion et exploitation des ressources naturelles

- ✓ Concernant nos ressources, (eau, forêt) la très grande majorité des participants se prononce contre la prise en charge régionale de ces ressources. Il est abondamment mentionné qu'il s'agit du bien collectif, de notre richesse nationale et qu'en conséquence cela doit être géré de façon responsable et durable par le gouvernement.
- ✓ Les participants s'entendent pour **garder la gestion de l'eau au niveau national** et que la Politique de l'eau doit être renforcée et consolidée législativement. Les participants dénoncent la perspective que la commercialisation de l'eau puisse ne profiter qu'à une poignée d'individus alors qu'il s'agit d'une richesse inestimable.

- ✓ On propose également un **meilleur soutien aux comités de bassin versant**. Ces comités font un travail exceptionnel de préservation, mais avec trop peu de ressources et de moyens.
- ✓ En ce sens, on demande également d'**adopter le Plan Vert** contenu dans la plate-forme électorale du gouvernement et de **nommer un commissaire à l'environnement** comme prévu.
- ✓ Il faut absolument **s'assurer d'une gestion intégrée des ressources naturelles de la région**. L'expertise en ce sens doit être développée par la création de centres de recherche.
- ✓ On souligne que le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) est un organisme utile et essentiel, mais que les délais encourus pour l'étude d'un projet sont beaucoup trop longs. Il faut accélérer le processus.

IMMIGRATION

QUELQUES DONNÉES...

- Représentant seulement 1 % de sa population (3 850 personnes en 2001), la région compte très peu d'immigrants, très significativement moins que l'ensemble du Québec (10,5 %).
- Si l'immigration s'est quelque peu accélérée depuis 1996 et même 1991 par rapport aux décades antérieures, cette évolution n'a pas été plus importante dans Chaudière-Appalaches qu'au Québec. Au cours des dernières années, le nombre d'immigrants admis au Québec, projetant de s'installer en Chaudière-Appalaches, n'a toujours représenté qu'une cinquantaine de personnes annuellement sur environ 30 à 38 000 immigrants (0,11 à 0,16 %).
- Un peu moins de 20 % de la population régionale est bilingue (40 % au Québec) même si la région a connu une augmentation notable de cette proportion depuis 1991.

SYNTHÈSE DES TRAVAUX

- ✓ Les participants soulignent la très faible immigration dans la région. Il est difficile d'attirer les immigrants dans les zones rurales, pourtant il faut augmenter la présence des immigrants dans la région à défaut de quoi, la pénurie de main-d'œuvre sera encore plus criante. Il faut donc **sélectionner des immigrants dans les secteurs qui sont en pénurie** ou en voie de l'être.
- ✓ Il faut pouvoir **identifier les leviers efficaces** pour attirer les immigrants dans la région. On propose de créer des comités d'accueil locaux. C'est l'ensemble du milieu qui doit se mobiliser pour accueillir et retenir les nouveaux arrivants.
- ✓ Il faut absolument **reconnaître les diplômes étrangers** plus facilement et rapidement si l'on veut profiter pleinement des compétences des nouveaux arrivants. De plus, les immigrants sont une richesse puisqu'ils arrivent ici avec un réseau de contacts et la connaissance d'une langue et d'une culture étrangère. Ceci peut être grandement profitable pour nos entreprises.
- ✓ Devant la baisse démographique, il est proposé de **faciliter l'adoption internationale**. Un grand nombre de parents désirent adopter, mais sont freinés par les coûts et par les difficultés rencontrées tout au long du processus.
- ✓ Dans une région très majoritairement francophone comme la nôtre, la **sélection d'immigrants parlant français** est une condition essentielle au succès de leur intégration.
- ✓ Il faut **sensibiliser la population à l'apport des immigrants** aux diverses communautés de la région et aussi, identifier les milieux étant les plus favorables à l'accueil de nouveaux arrivants.

**SANTÉ
ET
SERVICES SOCIAUX**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

QUELQUES DONNÉES...

- En 1996, le nombre de personnes de 65 ans et plus vivant en institution de santé est plus important que la moyenne québécoise (10,7 % c. 8,3 %; pour les 85 ans et plus 43,7% c. 37,3), à mettre en partie en relation avec le fait que l'espérance de vie est légèrement supérieure dans la région par rapport à l'ensemble du Québec.
- Si le taux de médecins omnipraticiens par 100 000 habitants est comparable en Chaudière-Appalaches à celui du Québec, la proportion de spécialistes y est cependant beaucoup moins élevée (56/100 000 hab. c. 100/100 000 hab.). Cette situation s'explique par la proximité de la région de Québec et ses plateaux techniques spécialisés. Elle se traduit par un faible indice de dépendance de la population pour les hospitalisations (en 2001 : 69,4 % des résidents hospitalisés l'ont été dans la région) même si ce taux a crû de façon constante depuis au moins 1991.

SYNTHÈSE DES TRAVAUX

1- Prévention

- ✓ L'ensemble des interventions concernant la prévention porte un message unanime : il faut augmenter les actions dans ce domaine. On ajoute que la prévention doit viser la responsabilisation des individus à l'égard de leur santé. À ce chapitre, les participants proposent les pistes suivantes :
 - **Promouvoir une saine alimentation.** Cette promotion doit se faire autant auprès des familles que dans les milieux d'enseignement.
 - **Promouvoir l'exercice physique** (ex : faire marcher les jeunes au lieu de l'autobus scolaire). À cet effet, l'argent investi dans les programmes de loisirs et sports n'ont pas d'effets mesurables à court terme, mais plutôt des effets bénéfiques sur la santé générale de la population à plus long terme.
 - Offrir des **crédits d'impôts pour les examens médicaux annuels**, pour les dons sanguins, etc.
 - Faire des campagnes visant à **baisser la consommation de médicaments.**
 - Continuer la **prévention du tabagisme.** Particulièrement chez les jeunes et dans les milieux de travail. Une participante souligne l'excellente campagne « De Facto ». On demande d'être encore plus sévère dans les lois interdisant la vente de tabac aux jeunes.
 - **Améliorer l'accessibilité aux soins en santé mentale**, si les individus étaient diagnostiqués et traités plus rapidement, ils engendreraient des coûts moindres. La santé mentale demeure un tabou, ce qui nuit grandement à la prévention et au traitement.

2- Accroissement des dépenses

- ✓ Il n'y a pas de consensus sur l'universalité des soins, mais certains constats permettent d'amorcer une réflexion sur le caractère « mur à mur » du système actuel. Ainsi, les participants proposent ou commentent les éléments suivants :
 - **Définir les services universels et ceux offerts par le privé.** L'État n'a pas à prendre en charge l'ensemble des traitements ou interventions.
 - Imposer des « **frais responsabilisateurs** ». Nous ne pouvons nous permettre comme société, de payer pour ceux qui abusent du système.
 - Informer annuellement chacun des citoyens des coûts réels des services qu'ils ont reçus.
 - Faire des **analyses coûts/bénéfices** des traitements offerts.
 - **Privatiser certains secteurs** (entretien, buanderie, services alimentaires, etc.).
 - Faire de plus en plus appel aux **coopératives de services**.
 - Utilisation accrue des **médicaments génériques**.
 - **Augmenter les services de soutien à domicile.** En soutenant les familles, on peut éviter des hospitalisations coûteuses pour l'état.
 - Dans le même sens, **supporter les aidants naturels** par une série de mesures : répit, gardiennage, compensation pour perte de salaire, etc.
 - **Taxer la malbouffe.**
 - Oser faire le débat sur l'**euthanasie** et l'acharnement thérapeutique.
 - **Revoir les protocoles d'intervention** : certains traitements inutiles sont réalisés seulement parce qu'ils font partie des protocoles.
 - Réaliser une **meilleure intégration des programmes**. Éliminer les dédoublements, les chevauchements, etc.

3- Accessibilité

- ✓ Concernant la pénurie de médecins, il est suggéré de faciliter la **reconnaissance des diplômes étrangers**. Il faut à ce sujet, travailler notamment avec les ordres professionnels dont les normes sont trop rigides.
- ✓ Beaucoup d'interventions visent à souligner l'importance d'**obtenir du gouvernement fédéral, un financement adéquat** qui puisse nous permettre de garantir à la population, un système de santé efficace.
- ✓ On propose également de **régionaliser les budgets de la RAMQ** et de donner plus de pouvoirs aux conseils d'administration des établissements de santé.

- ✓ **Augmenter le salaire des médecins et des infirmières**, particulièrement en région.
- ✓ Dans le dossier de la gestion des effectifs médicaux, il faut trouver des solutions « diplomatiques » avec la Fédération des médecins.
- ✓ **Assouplir les conditions de travail et baisser le nombre de syndicats** dans les établissements afin de gérer plus d'efficacité et d'efficience.
- ✓ Un participant souligne l'**iniquité interrégionale dans le financement des centres de désintoxication**, ce qui freine grandement l'accès à ces services dans la région.
- ✓ Finalement, on propose la **création d'une agence autonome** dont le mandat serait de gérer la prestation des services et les interventions dans le domaine de la prévention. Cela permettrait de « dépolitiser » le dossier de la santé.

**ÉDUCATION, FORMATION
ET
EMPLOI**

ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI

QUELQUES DONNÉES...

- La population régionale dans son ensemble est significativement moins scolarisée que la moyenne québécoise. En fait, en 2001 :
 - 52,4 % de la population régionale de 20 ans et plus ne possède qu'une scolarité correspondant à un secondaire 5 ou moins (c. 46,9 % pour le Québec);
 - seulement 13,2 % de la population régionale de 20 ans et plus a réalisé des études universitaires (c. 20,3 % pour le Québec);
 - dans l'ensemble du territoire régional, seule Lévis se démarque nettement sur ce plan : 39,5 % de la population de 20 ans et plus ne possède qu'une scolarité correspondant à un secondaire 5 ou moins et 21,3 % ont poursuivi des études universitaires.
- Dans l'ensemble, il n'y a pas de différences importantes entre les domaines d'études de la population détenant des titres scolaires postsecondaires entre la région et l'ensemble du Québec, à l'exception chez les hommes d'une surreprésentation dans le domaine des techniques et des métiers des sciences appliquées (45,5 % c. 36,6 %) ce qu'il faut mettre en relation avec le caractère manufacturier de l'économie de la région.
- À l'instar de ce qu'on observe partout ailleurs au Québec, la démographie scolaire est en décroissance lente, mais continue depuis plusieurs années.
- La problématique du décrochage scolaire est préoccupante même si en proportion le taux de sortie sans diplôme du secondaire est inférieur à celui du Québec (environ 800 jeunes, i.e. 18,9 % c. 24,7 %).

SYNTHÈSE DES TRAVAUX

1. Mission et rôles des institutions scolaires

Après de la région

- ✓ Plusieurs participants ont mentionné l'**importance des écoles de village** dans l'occupation et le développement du territoire. Comment penser développer la région, si les écoles primaires ferment obligeant ainsi les jeunes familles à s'installer ailleurs? Par ailleurs, il est aussi mentionné que la qualité des services offerts dans ces écoles doit être maintenue. Le maintien des écoles dans les villages ne doit pas se faire au détriment de la qualité et de l'éventail des services qu'on y retrouve.
- ✓ Afin de stimuler le développement d'une main-d'œuvre de qualité ainsi que de favoriser le maintien et le retour des jeunes dans la région, il a été suggéré à plusieurs reprises d'implanter une université en Chaudière-Appalaches et non pas seulement des « antennes » universitaires comme c'est présentement le cas. Il faut se donner les moyens de garder nos jeunes en région et avoir une université qui fait partie des solutions à l'exode auquel nous faisons face. Actuellement, les jeunes désirant se former au niveau universitaire doivent généralement quitter la région.

Auprès des entreprises et des employeurs

- ✓ Plusieurs participants insistent sur les **partenariats nécessaires entre le milieu scolaire et les entreprises**. On souligne la méconnaissance des besoins, particulièrement du milieu industriel.
- ✓ Les différents ordres d'enseignement doivent pouvoir s'adapter aux besoins de main-d'œuvre des entreprises.
- ✓ Les entreprises doivent être partie prenante des réflexions lors de la construction des programmes.
- ✓ Un participant rappelle l'**importante pénurie de main-d'œuvre en agriculture**.
- ✓ Il faut aussi **sensibiliser les employeurs à l'importance de la diplomation**. Les inciter à ne pas embaucher de jeunes sans diplôme par la signature d'ententes. Un jeune qui se fait offrir un emploi à 20 000 \$ à 17 ans peut être alléché par ce montant. C'est plus tard lorsqu'il plafonnera ou lorsqu'il se retrouvera sans emploi que se révélera le problème d'avoir décroché sans diplôme.

Auprès des jeunes

- ✓ Il faut **informer les jeunes des besoins de main-d'œuvre de nos entreprises** par des moyens concrets comme des visites d'entreprises.
- ✓ Le **décrochage** est une problématique soulevée par plusieurs participants. On souligne notamment que :
 - On doit travailler sur la **motivation des jeunes**. Notre société est de plus en plus compétitive, performante et exigeante, il faut donc véhiculer comme valeur « l'autoréalisation », le désir de se dépasser soi-même. Les jeunes ayant des dossiers académiques remarquables doivent être valorisés.
 - Le décrochage scolaire commence dès le primaire. Il faut identifier les enfants à risque et ainsi leur offrir un encadrement plus serré, plus adapté à leurs besoins. On suggère ainsi d'augmenter les spécialistes dans les écoles afin de faire ce dépistage et aussi, d'offrir aux enseignants un support dans le suivi des élèves en difficulté.
 - Par ailleurs, un participant rappelle que ce ne sont pas tous les jeunes qui sont destinés à faire de longues études et que le fait de **décrocher ne doit pas être perçu comme un échec si le jeune fait ce qu'il aime et se réalise pleinement dans un secteur**.
 - **Augmenter les formules travail/études**, cela motive les jeunes par l'intégration de leurs apprentissages de façon concrète.
- ✓ L'endettement en préoccupe plusieurs : s'il est souligné que les changements apportés aux prêts et bourses incitent les jeunes à plus de responsabilité, on déplore le fait que ce soit les étudiants les plus pauvres, ceux qui doivent faire appel au soutien financier de l'État, qui écopent encore. Cette augmentation aurait dû être portée de façon plus équitable par tous les étudiants. Il aurait s'agit d'une façon de s'attaquer au mythe de la gratuité des études.
- ✓ **La question de la discipline à l'école est soulevée** : on suggère la réintroduction des uniformes, du vouvoiement, de la ponctualité.

2. Organisation des services éducatifs

Structure et services

- ✓ Plusieurs participants demandent plus d'**autonomie en regard de l'organisation de l'enseignement**. On demande notamment :
 - la possibilité d'avoir des cohortes plus petites pour offrir un programme en réduisant les ratios;
 - décentraliser la gestion des enveloppes pour avoir une offre de formation adaptée aux besoins des individus et des entreprises;
 - être autonome dans l'engagement de professeurs répondant à des besoins spécifiques.
- ✓ On suggère que les **enseignants soient évalués** plus étroitement comme cela se fait, par exemple aux États-Unis. Il s'agit d'une question d'imputabilité.
- ✓ Il faut faire attention au nombre d'enseignants formés, on doit pouvoir offrir un emploi stable aux nouveaux diplômés. Plus un jeune diplômé vivra longtemps avec un statut précaire, plus il risque de retarder le moment où il fondera une famille. Évidemment, ce constat ne s'applique pas qu'aux nouveaux enseignants.
- ✓ Il n'y a pas de consensus chez les participants concernant l'organisation des divers ordres d'enseignement. Par contre, on souligne l'importance de tenir le débat et de ne pas s'en tenir au statu quo. Certains suggèrent carrément l'abolition des cégeps alors que d'autres soulignent au contraire l'importance du caractère général de ceux-ci. On questionne la volonté que les jeunes établissent dès 15/16 ans leurs objectifs professionnels.
- ✓ Il n'y a pas de consensus non plus concernant les frais de scolarité.
- ✓ Les participants s'entendent pour dire qu'il faut porter **attention aux dédoublements entre le secondaire, le cégep et l'université**. Un arrimage réel doit se faire entre les différents ordres d'enseignements, et ce, du primaire à l'université.
- ✓ On doit apporter de la **souplesse aux programmes de formation continue** afin de favoriser la diplomation. Ainsi, permettre aux établissements une plus grande marge de manœuvre afin d'adapter leurs programmes aux besoins réels du milieu.
- ✓ Finalement, on souligne l'**importance de développer des filières de formation intégrées** et conforme aux attentes du milieu. Par exemple, suite à la signature des projets ACCORD, on devrait pouvoir offrir de la formation dans ces domaines.

Curriculum

- ✓ Plusieurs participants suggèrent d'**allonger les heures de classe** au lieu des services de garde.
- ✓ Aussi, on propose de mettre encore plus l'**emphase sur les matières de base** : l'anglais, le français, les mathématiques.
- ✓ On insiste sur l'**apprentissage de l'anglais**, et ce, le plus tôt possible et avec de vrais professeurs bilingues. Il est aussi proposé de créer des programmes d'immersion.

- ✓ L'entrepreneuriat étant une caractéristique importante de la région de la Chaudière-Appalaches, plusieurs demandent que **le développement de la culture entrepreneuriale se fasse aussi dans les écoles**.
- ✓ Il est également proposé d'**allonger les heures d'activité physique** (faire bouger les garçons) ainsi que le temps consacré aux activités culturelles.
- ✓ On suggère d'**augmenter le nombre de DEC-BACC** offert. Il s'agit d'une formule populaire et efficace.

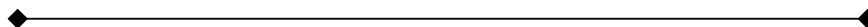
**FAITS SAILLANTS
ET
RECOMMANDATIONS**

FAITS SAILLANTS ET RECOMMANDATIONS

Propos liminaires

Au-delà de l'ensemble des propositions, commentaires et questionnements des participants à cette journée, il ressort trois considérations fondamentales pour l'avenir du développement de la région. Ainsi, peu importe les pouvoirs qui seront décentralisés vers les régions et peu importe les mesures qui seront prises, ces actions devront être réalisées par le gouvernement en fonction des éléments suivants :

- 1- Assurer l'équité interrégionale.
- 2- Accompagner toute décentralisation de pouvoirs par les ressources nécessaires pour les assumer pleinement.
- 3- Simplifier l'administration des lois, règlements, normes et programmes.



ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES ET FINANCES PUBLIQUES

Concernant les enjeux démographiques, les participants s'entendent sur :

- L'urgent besoin d'une politique familiale nataliste dotée de mesures de soutien concrètes aux familles. De plus, cette politique ainsi que les actions futures du gouvernement doivent reconnaître la famille comme étant le pilier du développement du Québec.
- Le soutien et la valorisation de l'immigration, particulièrement dans les régions.
- L'urgence d'offrir des emplois stables et de qualité aux jeunes afin qu'ils aient la stabilité nécessaire à l'établissement d'une famille.
- L'adoption de mesures concrètes visant à inciter les jeunes à s'établir en région.

Concernant les finances publiques, les participants proposent :

- De revoir le rôle et les structures de l'État. Il faut une révision en profondeur si l'on ne veut pas léguer un fardeau fiscal démesuré aux générations futures. Le rôle de l'État doit être recentré sur ses principales missions.

FAMILLE

Concernant la famille, les participants insistent particulièrement sur :

- L'importance d'une Politique familiale nataliste efficace et contenant des mesures concrètes soit adoptée. Cette politique doit viser à replacer la famille au centre des préoccupations de notre société.
- L'offre de services de gardes atypiques (soir, nuit, fin de semaine, période estivale, répit, etc.).
- Le soutien et la reconnaissance des familles qui choisissent d'avoir un parent qui reste à la maison pour s'occuper des enfants. Cette présence parentale doit absolument être reconnue.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, RÉGIONAL ET DURABLE

Concernant le développement économique, régional et durable les participants insistent sur :

Développement économique et régional

- La réduction des normes, lois, programmes et formulaires. Il faut simplifier les processus de façon à encourager la création d'entreprises.
- L'achèvement de l'autoroute 73.
- Le soutien à l'innovation et à la R-D dans les entreprises.
- L'octroi des ressources nécessaires à la décentralisation des pouvoirs dans les régions.

Environnement

- L'implantation du concept de développement durable dans les processus décisionnels.
- Le soutien aux comités de bassin versant.
- L'adoption du Plan Vert.
- La protection des ressources naturelles comme l'eau et la forêt.

Immigration

- L'identification de leviers efficaces afin d'attirer et retenir les immigrants en région.
- La reconnaissance des diplômes étrangers et l'accès aux ordres professionnels.
- La sensibilisation de la population des régions à l'apport des immigrants aux communautés.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Concernant la santé et les services sociaux, les participants suggèrent de :

- Régionaliser les budgets de la RAMQ et donner plus de pouvoirs aux conseils d'administration des établissements de santé.
- Amorcer le débat sur l'universalité des soins.
- Augmenter les interventions en prévention et ne plus agir non seulement là où les effets sont visibles à court terme.

ÉDUCATION

Concernant l'éducation, les participants ont convenu qu'il fallait :

- Sensibiliser les familles, le milieu et les entreprises à l'importance d'obtenir un diplôme avant d'intégrer le marché du travail.
- Adapter la formation aux besoins de nos entreprises et avoir les moyens de s'adapter rapidement.
- Obtenir plus d'autonomie notamment dans la gestion des enveloppes et avoir la possibilité d'avoir des cohortes plus petites pour offrir un programme en réduisant les ratios.
- S'attaquer au décrochage scolaire par un dépistage précoce, des méthodes d'enseignement adaptées et une concertation accrue des divers intervenants.